

10 juillet 2012 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-britanniques et sur la communauté française en Grande-Bretagne, à Londres le 10 juillet 2012.

Monsieur l'Ambassadeur, Madame,

Je vous suis très reconnaissant de nous accueillir ici dans cette belle résidence, au milieu de la Communauté française rassemblée.

Je suis venu avec une délégation resserrée pour des raisons qui tiennent, non pas à des économies budgétaires, je ne voudrais pas donner cette impression mais à la volonté d'être efficace et j'ai voulu être accompagné par Madame Hélène CONWAY, Ministre des Français de l'Etranger et qui est ici, à mes côtés. Je viens donc à Londres pour rencontrer, à son invitation le Premier ministre David CAMERON et j'aurai l'honneur d'être reçu par la Reine.

Je mesure bien l'année qui est celle non pas, tout simplement de mon élection, mais surtout celle qui correspond à cette formidable cérémonie qui a été celle du soixantième anniversaire de l'accès au trône de la Reine et puis aussi de ces jeux olympiques et paralympiques qui vont s'ouvrir à la fin du mois, le 27 juillet prochain.

J'aurai d'ailleurs l'occasion de venir pour cette circonstance : c'est prévu le 30 juillet pour voir comment nos athlètes, nos nageurs, nos sportifs se sont comportés pour cette grande compétition mais je ne veux pas leur mettre davantage de pression.

Je viens ici à Londres avec un temps tout britannique qui est celui que nous connaissons en France depuis j'allais dire, mon élection. Partout où je me déplace, la pluie est là au rendez-vous. Je pensais venir chercher le beau temps à Londres mais vous avez veillé à me donner cette pluie bienfaitrice qui permet je crois à nos agriculteurs français, et ici aussi en Grande-Bretagne d'avoir toutes les ressources naturelles.

Je viens pour affirmer une nouvelle fois la force des relations entre la France et la Grande-Bretagne, relations liées à l'histoire et je veux saluer, je sais qu'un certain nombre de ses représentants sont là, les associations qui contribuent à rappeler que le monde combattant a été présent ici à Londres, et en 1940 l'appel qui a retenti dans l'histoire, qui a été celui du 18 juin.

Je voulais ici aujourd'hui au-delà de l'histoire rappeler la force de nos liens et notamment des bonnes relations que nous avons établies depuis longtemps entre les dirigeants successifs de nos deux pays. Il peut y avoir des alternances en France, en Grande-Bretagne, cela n'altère pas la qualité de nos rapports.

Je veux aussi souligner le fait qu'avec le Premier ministre britannique nous aurons à accentuer encore, améliorer, approfondir nos relations notamment en matière de défense. C'est une coopération importante qui a été scellée par plusieurs accords successifs ce qu'on appelait l'accord de Saint-Malo puis après il y a eu le traité de Lancaster House qui a d'ailleurs été ratifié à la quasi-unanimité en 2011 et qui rend encore ma tâche plus simple pour poursuivre son application.

Le ministre de la défense, Jean-Yves LE DRIAN va venir le 24 juillet pour approfondir encore nos relations et mettre en place des perspectives de coopération militaire, notamment dans le domaine de ce qu'on appelle les drones, les avions de surveillance. Nous avons aussi à approfondir les relations en matière énergétiques, les Britanniques se sont engagés dans un programme d'énergie nucléaire civile et nous devons faire en sorte que nos entreprises soient

programme à énergie nucléaire et nous serons ravis en outre que nos entreprises soient présentes sur ces marchés et puissent avoir plus d'emplois ici en Grande-Bretagne, pour cette industrie mais aussi plus d'emplois en France pour apporter notre savoir-faire.

Je rappelle que EDF-Energies fournit déjà 95 % de la production d'électricité d'origine nucléaire pour les Britanniques.

Il y a aussi des coopérations prometteuses en matière spatiale et nous avons, c'est notre responsabilité commune, Premier ministre britannique et Président de la République française à faire en sorte que nous puissions aller encore de l'avant et je vous remercie pour tous les cadres qui travaillent dans ces secteurs énergétiques, militaires et dans le domaine spatial d'apporter votre savoir-faire et vos connaissances.

Nous avons aussi britanniques et français des positions communes dans bien des domaines pas dans tous, nous avons encore quelques nuances, notamment sur la fiscalité, je l'ai entendu il y a quelques semaines, mais nous avons beaucoup de points communs notamment en matière de politique extérieure et cela ne date pas de quelques semaines. Sur la Libye, c'est à l'initiative du Président français, Nicolas SARKOZY et de David CAMERON qu'il y a eu cette solidarité à l'égard du peuple libyen qui a permis, nous le savons maintenant, non seulement de mettre un terme à la dictature de KADHAFI, mais aussi d'organiser un processus démocratique qui a eu sa traduction ces derniers jours.

Sur la Syrie, alors que nous le savons aussi, Russes et Chinois sont encore réticents pour que les Nations Unies prennent toutes leurs responsabilités, il y a grâce à l'initiative britannique et grâce à la nôtre, des positions qui ont permis par exemple que nous réunissions ce qu'on appelle les amis de la Syrie cette semaine en France et que nous ayons là encore des résultats appréciables. Nous avons des positions communes aussi pour lutter contre la prolifération nucléaire notamment par rapport à ce que l'Iran souhaiterait faire et que nous lui dissuadons d'engager c'est-à-dire d'accéder à l'arme nucléaire, et là encore britanniques et français dans les négociations, pèsent pour qu'il y ait de la part de l'Iran une évolution de sa position et un plein respect de ses obligations internationales.

Nous avons aussi eu un Conseil Européen, il y a un peu plus d'une semaine au cours duquel, britanniques et français, avec nos partenaires, ont pu faire adopter un pacte de croissance qui s'ajoute au pacte budgétaire. Et même sur la supervision bancaire où nos amis britanniques arrivent avec plus de prudence et de précaution, nous avons pu converger parce que quand on regarde, y compris l'actualité ici en Grande-Bretagne, il y a nécessité à réguler la finance et éviter quelques scandales.

Il y a donc beaucoup de points communs, beaucoup d'intérêts qui nous permettent de converger et beaucoup de positions qui sont celles de la France et de la Grande-Bretagne dans le domaine international. C'est vrai que sur l'Union Economique et Monétaire nous pouvons avoir des positions disons nuancées. Je respecte d'ailleurs la volonté des Britanniques de rester en dehors de la zone euro.

Mais cela ne nous dispensera pas d'avoir une réflexion commune sur ce que doit être l'avenir de l'Union Economique et Monétaire. L'intérêt des Britanniques, l'intérêt de ceux qui ont fait le choix d'une monnaie unique c'est de savoir ce que nous pouvons faire ensemble pour la stabilité. Or, si la zone euro connaît des turbulences, cela ne sera pas bon pour la Grande-Bretagne et elle en est parfaitement consciente.

Donc, nous avons avantage à créer un environnement stable pour que les opérateurs retrouvent confiance, et dans la monnaie unique et dans l'Europe.

J'ai accédé aux responsabilités qui sont les miennes, il y a deux mois seulement et ce que j'ai retenu de ces dernières semaines, c'est à la fois la volonté de l'Europe de se défendre davantage qu'elle ne l'avait fait jusqu'à présent, de préserver ce qui est notre patrimoine commun (en tout cas pour 17 pays qui en ont fait le choix) l'euro et c'est aussi de donner au monde qui nous regarde parfois avec compassion, de donner une image d'un continent qui veut non seulement exister, ça c'est notre volonté commune comme union, mais qui veut aussi préserver ses intérêts. Nous n'avons pas besoin simplement d'une forme de compassion à notre égard, nous avons besoin de confiance en nous et ce que nous devons, Européens, affirmer à la fois face aux pays

émergents et aussi face aux plus grandes puissances que nous connaissons et qui sont aussi conscientes qu'elles ne pourront avoir de la croissance aux Etats-Unis et même en Chine que si il y a une Europe qui a retrouvé à la fois confiance en elle-même et stabilité.

Et Grande-Bretagne et France, nous pouvons là encore converger.

Mais je voulais, j'en remercie l'Ambassadeur, saisir l'occasion de ma visite en Grande-Bretagne pour vous rencontrer, vous communauté française installée au Royaume-Uni. Vous êtes l'une des communautés les plus importantes du monde. Il y a 118 000 immatriculés au Consulat général à Londres et ces chiffres ne cessent de croître. Cela n'a rien à voir avec mon élection, j'en ai fait immédiatement retour auprès de l'Ambassadeur, il n'y a pas eu plus d'immatriculés même si c'est une évolution qui est positive, c'est bien qu'il y ait des Français qui font le choix d'une installation qui peut durer quelques mois, quelques années, parfois plus longtemps pour faire rayonner la France et partout où je me déplace je dis tous mes encouragements à cette communauté, elle rend service à la France, par votre initiative, par vos investissements, par vos engagements, vous nous permettez d'être plus forts nous Français de France comme Français de l'étranger. Vous avez aussi des responsabilités puisque vous allez développer l'image que nous voulons offrir de notre pays ici au Royaume-Uni. Une image d'ouverture, de dynamisme, de diversité et qui contribue et à la prospérité de la France et à la prospérité de la Grande-Bretagne. Votre Communauté est bien organisée, je le sais et Hélène CONWAY qui connaît bien le Royaume-Uni vous représente au Gouvernement. Je salue les 6 conseillers élus pour le Royaume-Uni à l'Assemblée des Français de l'Etranger et les présidents des deux organisations représentatives, l'association démocratique des Français de l'étranger et l'Union des Français de l'étranger.

Je ne sais si votre nouvelle députée est également présente, Axelle LEMAIRE, je sais bien sûr qu'elle est là. Parce que je l'ai cherchée pendant toute une période, et donc je suis venue à Londres aussi pour ça, pour la voir.

Je veux aussi insister sur l'importance des relations économiques et commerciales entre nos deux pays : Royaume-Uni et France.

Les Britanniques ont fait de la France la première destination de leurs investissements à l'étranger avec 20 % de leurs investissements totaux à l'étranger, ce qui représente 260 000 emplois pour 2 200 entreprises. Et nous, nous investissons aussi beaucoup en Grande-Bretagne, ça correspond à 460 000 emplois qui sont finalement liés à notre présence ici. Le Royaume-Uni est notre premier excédent commercial : 6 milliards d'euros quand nous faisons 70 milliards de déficits. Merci donc à tous pour le résultat, ne le disons pas trop fort, qui nous permet de réduire notre déficit mais d'avoir ici un excédent, c'est le fruit d'un travail qui a été mené dans de nombreux secteurs d'activités, de la banque jusqu'à l'industrie, des services jusqu'à la restauration, et je veux saluer l'effort de la Chambre de Commerce franco-britannique qui est la plus grande Chambre de Commerce étrangère de ce pays avec plus de 600 membres. Je veux aussi louer le travail des conseillers du commerce extérieur.

Mais les relations entre la France et le Royaume-Uni ne sont pas qu'économiques, c'est aussi un échange humain. Ici, c'est la première destination des étudiants Français et c'est aussi 14 000 jeunes qui apprennent non seulement l'anglais, mais apprennent aussi la culture britannique et les connaissances que peuvent fournir les universités britanniques pour ces étudiants qui font le choix de passer plusieurs années au Royaume-Uni.

Je sais ce qui attire de longue date les Français à Londres mais je sais aussi les difficultés qu'un certain nombre de nos compatriotes peuvent rencontrer, je pense notamment à l'éducation. L'Ambassadeur et le Consul Général m'ont dit que les représentants de votre Communauté, j'allais dire toutes sensibilités réunies, ont cherché depuis longtemps à améliorer encore les conditions de l'enseignement. C'est un bel exemple que vous avez donné et notamment à travers le plan école qui permet de rassembler tous les acteurs du monde éducatif et d'offrir une solution scolaire à toutes les familles, à presque toutes les familles. Car il y a encore des Français qui n'arrivent pas à faire scolariser leurs enfants dans les structures que nous pouvons offrir.

La qualité de l'enseignement français suscite une demande en constante augmentation, le Lycée

Charles de Gaulle avec ses quatre implantations à Londres, accueille 4 000 élèves, c'est considérable, il est vrai avec un taux de réussite de 100 % au baccalauréat. Je ne pourrais donc pas blâmer les élèves qui ne l'ont pas eu mais je voudrais vraiment féliciter tous les autres, ce qui prouve la qualité de l'enseignement mais qui démontre aussi qu'il est possible pour des élèves qui ont des parents qui se sont expatriés de suivre une scolarité normale et ensuite d'aller rejoindre les universités françaises où les grandes Ecoles qui pourront les accueillir.

Je sais que vous avez réussi à ouvrir un nouveau collège à travers un partenariat public-privé et je veux vous en féliciter, ce qui témoigne d'ailleurs que l'Etat ne peut plus apporter comme par le passé autant de concours.

Il y a la nécessité d'ouvrir très rapidement un troisième établissement secondaire pour que nous ne laissions personne de côté. Et je veux ici vous dire que le Gouvernement vous accompagnera dans cet effort.

J'ai également entendu parler, grâce à l'Ambassadeur et au Consul Général, des écoles dites du samedi permettant justement à des enfants qui ne peuvent pas bénéficier, près de chez eux de la présence d'établissement scolaire français, d'avoir un accompagnement. Je veux aussi dire combien nous nous satisfaisons de ce que fait le collège français bilingue de Londres dans le cadre de l'AEFE. L'AEFE, qui est une grande structure que nous devons préserver budgétairement parce que si j'ai fait de la jeunesse une priorité pour la France, ça veut dire pour tous les Français, qu'ils vivent en France, ou qu'ils aient fait le choix de s'installer à l'étranger. L'éducation pour tous, c'est une éducation pour tous les Français. Et je sais combien la question des bourses est une question tout à fait délicate. Nous avons voulu remettre en cause un système qui nous paraissait injuste, qui était celui de la gratuité et qui permettait d'ailleurs à certaines entreprises de ne plus financer ce qu'elles faisaient jusqu'à présent. Mais si nous ne voulons pas un système fondé sur la gratuité indifférenciée, nous devons mettre en place à travers les économies que nous pourrons dégager, un mécanisme de bourses, meilleur qu'aujourd'hui pour qu'il n'y ait aucune inégalité. Les sommes donc qui seront économisées par l'abandon de la règle de la gratuité seront entièrement investies pour le mécanisme des bourses.

Je veux terminer pour vous saluer, vous personnellement, c'est-à-dire vous qui avez fait le choix de vous installer dans un autre pays que la France pour défendre les intérêts de la France, pour améliorer encore notre système administratif quand vous êtes fonctionnaire, améliorer aussi la qualité de notre enseignement quand vous êtes dans l'éducation et de faire tout le travail qui est nécessaire pour améliorer le réseau consulaire et aussi le réseau de la présence de la France à travers la culture. Je suis très attaché que nous permettions à nos établissements de vivre mieux que par le passé et de diffuser largement notre langue et notre culture. Et puis, vous êtes nombreux, très nombreux à faire que notre économie puisse être plus prospère grâce à vos engagements ici, grâce à vos initiatives, grâce à vos investissements personnels ou financiers. J'exprime donc la gratitude de la République à votre égard. Je n'oublie pas hélas ceux qu'on aurait tendance à oublier, c'est-à-dire tout ceux qui, à un moment, pris par le vertige d'un déplacement ici à Londres, pensant trouver facilement un emploi, ou un revenu, viennent et ensuite découvrent les difficultés de la vie au Royaume-Uni.

Vous avez mis en place, je le sais, Monsieur l'Ambassadeur, Monsieur le Consul Général, un système de soutien, de solidarité, d'accompagnement à travers le Centre Charles Péguy et je veux également vous en remercier.

Je veux confirmer ce que sera notre choix de préserver un réseau consulaire important et je veux saluer tous ces bénévoles britanniques qui sont nos représentants à travers ce qu'on appelle les consuls honoraires, qui sont 21.

Voilà, Mesdames et Messieurs, chers compatriotes, ce que je suis venu vous dire aujourd'hui. Vous allez participer comme tous les Français à l'uvre de redressement c'est-à-dire celui qui va permettre à notre pays d'être plus fort, le redressement ce n'est pas la punition, il y a des maisons pour ça, mais on les a supprimées. Tout ce que nous avons à faire, c'est rendre notre pays plus compétitif, davantage capable de relever les enjeux de la mondialisation et nous allons le faire dans la justice fiscale. Ah, le mot a été prononcé. La justice fiscale, c'est faire en sorte que ceux qui ont les revenus les plus élevés participent davantage sans qu'il y ait besoin de

que ceux qui ont les revenus les plus élevés participent davantage sans qu'il y ait besoin de mécanismes confiscatoires. Il ne s'agit pas de punir ou de spolier, encore moins de montrer du doigt ceux qui auront réussi par leurs capacités, par leurs talents, par leurs initiatives à cumuler un certain nombre de patrimoine. Mais au moment où nous appelons à l'effort de tous pour réduire nos déficits, maîtriser notre dette, améliorer notre compétitivité, en ce moment se tient une conférence sociale avec tous les partenaires sociaux qui participent justement de la vie de l'entreprise aussi bien les employeurs que les représentants des salariés, nous avons besoin d'appeler à une forme de patriotisme.

Je suis ici en Grande-Bretagne, et je sais que le patriotisme y a un sens, les Britanniques --et ils ont parfaitement raison- ont une haute idée de leur Nation, parfois nous leur en faisons le reproche. Nous ne les trouvons pas assez Européens, nous, nous avons considéré que notre patriotisme n'empêchait pas le choix européen et qu'il y avait même une façon de le retrouver ce patriotisme à travers un engagement plus fort de solidarité en Europe. Mais nous devons aussi dire ce que nous attendons de notre pays, qu'il soit plus fort, qu'il soit plus juste, qu'il soit plus solidaire, qu'il soit plus compétitif. Mais pour cela nous avons besoin de donner notre participation. Lorsque nous sommes dirigeants, nous devons montrer l'exemple que ce soit dirigeant politique ou dirigeant économique. Lorsque nous sommes salariés, nous devons faire en sorte d'avoir la récompense de notre travail mais aussi de donner le meilleur de nous-mêmes et lorsque nous sommes contribuables sans qu'il soit besoin d'aller chercher ce dont nous n'avons pas besoin, nous devons montrer que nous sommes prêts à participer à l'effort collectif.

Mais je ne suis pas venu ici vous faire la leçon parce que je crois que nous avons tous à donner l'exemple. Je suis venu vous dire surtout la gratitude qui est celle du Président de la République française à l'égard d'une grande communauté établie au Royaume-Uni, une belle communauté qui veut prendre toute sa place ici en Grande-Bretagne et en France.

J'ai été très heureux, grâce à l'accueil de l'Ambassadeur et de son épouse, de venir ici parmi vous passer un peu de temps pour vous rencontrer, pour vous entendre aussi et pour que je vous précise ce qui nous attend dans les prochains mois et les prochaines années.

Moi, j'ai confiance dans notre pays, dans ses capacités, dans ses atouts, dans sa diversité, j'ai confiance aussi dans ce que nous serons capables de décider ensemble, les partenaires sociaux sont en train d'en discuter, ce que nous aurons à faire au niveau de l'Etat, ce que nous aurons à faire avec les entreprises. En France, nous avons beaucoup de belles entreprises, vous en êtes ici pour beaucoup les représentants. Ce que nous avons à mener à bien, c'est de faire que ces entreprises puissent être encore plus fortes et qu'elles puissent emmener d'autres entreprises à venir s'installer à l'étranger et nourrir un courant d'exportation. Et puis, nous sommes fiers d'être Français par notre langue, que nous devons parler, que nous devons diffuser, par notre culture qui est un atout, pour notre influence internationale et puis, par notre économie qui doit se retrouver plus forte qu'elle n'est aujourd'hui.

Merci donc à tous d'y contribuer.

Vive la République et vive la France.